



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre*

Lucé, le 10 mars 2009

Groupe de subdivisions d'Eure-et-Loir

Référence : 9485/RAPAUTO/IC09113

Affaire 090254 **suivie par**

drdre.gs28@industrie.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – **Fax** : 02 37 90 71 92

Vérifié par

Référence : Votre transmission en date du 28 janvier 2009.
Dossier ICARE n° 20080215

0948520090310SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS LASSEES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UN CENTRE DE CALCUL INFORMATIQUE

SOCIETE UNIBIENS
CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER

COMMUNE DE FONTAINE LA GUYON

PJ : projet d'arrêté préfectoral

Par lettre du 12 septembre 2008, Monsieur le Directeur Immobilier d'Exploitation, représentant la société UNIBIENS Crédit agricole immobilier dont le siège social est installé 91/93 Boulevard Pasteur sur le territoire de la commune de Paris 75015, sollicite l'autorisation d'exploiter une unité de calcul informatique au lieu dit Les Déserts sur le territoire de la commune de Fontaine la Guyon. Ses activités relèvent du régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 2910-A-1, groupes électrogènes d'une puissance totale de 40MWth, et 2920-1-a, groupes froids d'une puissance totale de 3,65 MW.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 12 septembre 2008 complété le 7 octobre 2008 et a été reconnu recevable par le service d'inspection des installations classées le 16 octobre 2008.

1 – OBJET DE LA DEMANDE

1.1 – Nature et volume des activités

Les installations relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L512-1 du Code de l'Environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-après.

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2910	A1	A	Combustion (installation de)	Groupes électrogènes fonctionnant au FOD (Fuel Oil Domestique)	puissance thermique maxi	>=20	MW	42	MW
2920	2a	A	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	Groupes froids à air	puissance absorbée	>500	kW	3650	kW
2925		D	Accumulateurs (atelier de charge d')		puissance maxi courant continu	>50	kW	8000	kW
1432		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	2 cuves enterrées de FOD de 120 m ³ chacune 2 nourrices de 3 m ³ chacune	Capacité équivalente	> 10	m ³	9,84	m ³

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique
A-SB autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000
A autorisation
D déclaration
C soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement
NC installations et équipements non classés

1.2 – Description de l'établissement et historique administratif

La Société UNIBIENS a été créée en 1996, elle est filiale à 100% de la société Crédit Agricole Immobilier, elle-même filiale à 100% de Crédit Agricole SA. UNIBIENS a en charge d'une part l'exploitation de l'ensemble des bureaux et sites informatiques du groupe Crédit Agricole SA et d'autre part l'administrations de biens pour le compte de grands propriétaires institutionnels.

Le nouveau centre de calcul de Fontaine la Guyon est destiné à assurer l'hébergement et le fonctionnement d'une partie des équipements informatiques, réseaux et télécoms d'UNIBIENS. Deux personnes travailleront sur le site pour l'exploitation ainsi que deux pour le gardiennage et la surveillance, plus des interventions ponctuelles de services de maintenance.

Le site sera implanté sur un terrain de 148 997 m². comprenant 2 500 m² de salles informatiques et de locaux techniques associés. Il sera sur la commune de Fontaine la Guyon pour les parcelles ZE 38 à 42, 111, 558, 560, 564 et 566 et son accès sur la commune de Saint Aubin des Bois, parcelles ZK 27, 66 et 81pp.

Le terrain est situé en zone 1 AUz urbanisable à dominante activités. Il est encadré au sud et à l'est par des terrains agricoles en exploitation, à l'ouest par un lotissement (les premières habitations sont en limite de

propriété et à près de 300m des installations), au nord par un bois classé et au nord-ouest par un supermarché et une future zone artisanale.

1.3 - Présentation de la demande

Le centre de calcul comprendra 3 types de bâtiments :

- 1 bâtiment informatique hébergeant 5 salles informatiques,
- 2 bâtiments techniques abritant les infrastructures techniques nécessaires au fonctionnement des équipements informatiques hébergés :
 - équipements nécessaires à la fourniture d'une énergie électrique ininterrompible de haute qualité : groupes électrogènes, réserve d'énergie sous forme de batteries ou de volant d'inertie, ...
 - équipements nécessaires à la climatisation des salles : groupes froids,
- 1 bâtiment logistique abritant quelques bureaux et des locaux de stockage de matériels informatiques.

Groupes électrogènes

L'alimentation de secours en électricité sera assurée par 10 groupes électrogènes d'une puissance totale de 42 MWth.

Réfrigération

L'exploitant a fait le choix de la technologie de groupes froids de type « monoblocs » à air. 10 groupes seront installés pour une puissance totale de 3 650 kW.

Batteries de premier secours

Les bancs de batteries de premier secours seront au nombre de 20. Ils serviront de réserve d'énergie électrique et permettront d'assurer la continuité d'alimentation électrique aux équipements informatiques entre le moment de la perte du réseau électrique et le démarrage des moteurs diesel des groupes électrogènes.

1.4 - Cadre administratif de l'instruction

Le fonctionnement des groupes électrogènes et des groupes froids relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 2910 et 2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

1.5 - Maîtrise d'urbanisation

Le site s'inscrit dans une zone urbanisable court terme à dominante activités située à l'Est de l'agglomération, à environ 600 m du centre de Fontaine la Guyon, zone 1 AUz sur le PLU communal.

Le proche environnement du nouveau site est marqué par la présence au sud et à l'est de terrains agricoles en exploitation, à l'ouest par un lotissement (les premières habitations sont en limite de propriété et à près de 300m des installations), au nord par un bois classé et au nord-ouest par un supermarché et une future zone artisanale.

Les coordonnées en Lambert II étendu sont :
X = 525194 – Y = 2 386245.

2 - PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 16 décembre 2008 au 16 janvier 2009 inclus sur les communes de Fontaine la Guyon, Bailleau l'Evêque, Dangers, Mittainvilliers, Saint Aubin des Bois et Saint Luperce, le territoire de ces dernières s'inscrivant dans le périmètre d'affichage de l'avis au public (3km).

Un avis très favorable de Monsieur Jacky Jaulneau, Président de la Communauté de Communes du Pays Courvillois est la seule observation du registre d'enquête publique.

2.2 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport en date du 22 janvier 2009, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable**.

2.3 Avis des conseils municipaux

- ❑ Mairie de BAILLEAU L'EVEQUE (avis du 15 janvier 2009)

Avis favorable

- ❑ Mairie de DANGERS (avis du 15 janvier 2009)

Avis favorable

- ❑ Mairie de SAINT LUPERCE (avis du 19 décembre 2008)

Avis favorable

- ❑ Mairie de SAINT AUBIN DES BOIS (avis du 15 Janvier 2009)

Avis favorable

2.4 - Avis des services consultés

- ❑ Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (avis du 23 décembre 2008)

Avis favorable

- ❑ Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (avis du 7 janvier 2009)

Pas d'observation

- ❑ Direction régionale de l'environnement (avis du 11 décembre 2008)

Avis favorable

- ❑ Service départemental d'incendie et de secours (avis du 5 décembre 2008)

Avis favorable avec les remarques suivantes :

- permettre l'accessibilité du bâtiment par une voie « engins » d'une largeur minimale de 3 mètres, bandes de stationnement exclues, répondant aux caractéristiques suivantes :
 - force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo Newton
 - rayon intérieur minimum 11 mètres
 - sur largeur : 15/R dans les virages d'un rayon intérieur, inférieur à 50 mètres
 - hauteur libre : 3,50 mètres
 - pente inférieure à 15 % (code du travail R235.4)
- s'assurer que les hydrants soient conformes à la norme NFS 61.211 ou 61.213 et piqués directement sur une canalisation assurant un débit minimum de 1 000 l/mn sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200)

Ces remarques sont prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral joint (article 7.3.1.1).

- ❑ Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (avis du 14 janvier 2009)

Compte-tenu de la proximité de la zone d'habitation future, il est demandé au pétitionnaire d'apporter des précisions complémentaires :

- Sur l'impact acoustique
- Sur les effets potentiels de rejets atmosphériques (groupes électrogènes)

Dans l'état actuel, la DDASS n'a pu émettre d'avis sanitaire sur ce dossier.

Par courrier adressé à la préfecture le 23 février 2009, l'exploitant a transmis des éléments complémentaires portant sur les rejets atmosphériques des groupes électrogènes et les émissions sonores des installations et leurs impacts sur l'environnement. Ces éléments ont été communiqués à la DDASS par courrier de la préfecture en date du 25 février 2009, qui n'a pas à ce jour communiqué de nouvel avis.

- Direction régionale des affaires culturelles (avis du 15 décembre 2008)

La DRAC mentionne qu'un arrêté de prescription de fouille préventive a été édicté en date du 14 octobre 2008. La réalisation de cette fouille est un préalable à tout aménagement sur les parcelles.

3 - MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. – Impact du site dans son environnement

Le projet ne se situe pas dans une zone protégée et aucun site inscrit ou classé et monument historique ne se trouve dans son environnement immédiat.

3.1.2. – Impact sur la faune et la flore

L'exploitant estime que le site ne présente pas d'intérêt écologique particulier.

3.1.3. – Impact sur l'eau

Alimentation et consommation

L'alimentation en eau s'opère exclusivement par prélèvement sur le réseau de distribution en eau potable desservant le site.

La consommation prévisionnelle est estimée à 500 m³ comprenant l'usage domestique, la protection incendie (sprinkler, poteau incendie, ...) et le maintien du taux d'hygrométrie sur les installations de traitement de l'air.

Rejets

Le site est raccordé aux collecteurs publics des eaux usées et des eaux pluviales desservant le secteur.

Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques en provenance des sanitaires sont collectées par un réseau interne à l'entreprise puis dirigées vers le réseau public de collecte des eaux usées raccordé à la station d'épuration urbaine de l'agglomération.

Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement des toitures et de lessivage des voiries et aires de stationnement ou d'évolution des véhicules transiteront par un bassin de 820 m³ étanche et muni d'un séparateur à hydrocarbures et d'un obturateur, avant rejet dans le réseau public de collecte des eaux pluviales.

En cas d'incendie, l'obturateur sera actionné et les eaux incendie seront maintenues dans le bassin.

Eaux industrielles

Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles

Pollutions accidentelles

Capacités de rétention

La prévention des pollutions accidentelles est assurée, par des cuvettes de rétention, associées aux stockages de composés à l'état liquide (huile compresseur, FOD).

L'aire de chargement et de déchargement de FOD sera aménagée pour recueillir les écoulements d'origine accidentelle, par la manœuvre de vannes de sectionnement permettant d'une part de l'isoler des réseaux, d'autre part de la mettre en communication avec une rétention de 10 m³. Une procédure spécifique est mise en place.

Eaux d'extinction d'incendie

Un bassin étanche de 820 m³ permet de collecter les eaux d'extinction d'incendie dont le volume a été estimé à 475 m³. Sa mise en œuvre impliquera l'obturation préalable du réseau de collecte EP par actionnement d'une vanne manuelle.

La capacité de confinement a été calculée selon les règles du document technique D9A intitulé « guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction » édité par le CNPP.

3.1.4. - Prévention de la pollution atmosphérique

Les seules sources d'émissions atmosphériques du site proviennent des moteurs diesel des groupes électrogènes. Ces groupes ne fonctionnent qu'en cas de panne de secteur. Toutefois des tests sont réalisés régulièrement, à raison de 4h/mois pour chacune des machines.

3.1.5. - Elimination des déchets

La quantité annuelle prévisionnelle de déchets s'élèverait à environ 60 t répartis de la façon suivante :

- Cartons et palettes : 40 t
- Déchets ménagers : 5 t
- Machines informatiques : 10 t
- Huile groupes froids : 0,1 t
- batteries : 60 t / 10 ans
- Filtres : 1 t
- Huile des moteurs des groupes électrogènes : 0,1 t
- Huile transfo : 0,1 t
- Hydrocarbures : 1 m³.

Afin d'assurer la meilleure valorisation possible des déchets, un tri sélectif sera effectué.

Il concernera :

- La séparation des déchets dangereux des non dangereux ;
- Le tri des déchets dangereux selon les filières de valorisation ;
- Le tri de certains déchets non dangereux mais valorisables (valorisation matière ou valorisation thermique).

3.1.6. - Emissions sonores

Le site fonctionne en journée uniquement.

Les principales sources sonores identifiées sont les suivantes : groupes froids et groupes électrogènes.

Une campagne de mesure a été menée en juin 2008 en vue de caractériser les niveaux de bruit résiduel et ambiant, tant en période diurne que nocturne.

Quatre points de mesure ont été retenus en limite de propriété :

- Point n° 1 : limite Ouest
- Point n° 2 : limite Sud-Ouest en bordure du chemin rural
- Point n° 3 : limite Sud-Est en bordure du chemin rural
- Point n° 4 : limite Nord.

Les niveaux sonores résiduels ont été mesurés, la nuit à 35 dBA et le jour à 50 dBA pour les points 1 et 2 et 40 pour les points 3 et 4.

L'exploitation du centre de calcul devra respecter les limites d'émergence de 5 dBA le jour et 3 la nuit.

Toutes les mesures seront prises pour respecter ces valeurs de niveau sonores, notamment par la mise en place de pièges à sons.

Une mesure des niveaux sonores sera réalisée dans les 6 mois suivants la mise en service des installations, en prenant en compte le fonctionnement des groupes électrogènes.

3.1.7. - Circulation

Le trafic d'accès au futur centre de calcul, estimé selon les statistiques d'un centre équivalent, sera de l'ordre de 10 VL/jour et 1 PL/jour.

3.1.8. - Effets sur la santé

Identification des dangers

L'étude inventorie les sources polluantes du projet :

- Effluents aqueux : installations sanitaires et eaux pluviales de voirie.
- Effluents gazeux : trafic routier, groupes électrogènes, installations de charges de batteries et installations de climatisation.
- Nuisances sonores : trafic routier, installations de climatisation, groupes électrogènes, centrales de traitement d'air et ventilateurs d'extraction, condensateurs à air.

Evaluation de l'exposition des populations

L'exploitant précise que l'exposition humaine aux nuisances émises par le centre de calcul informatique reste marginale de part :

- Les modes de collecte et de prétraitement des rejets liquides ;
- Les flux limités de polluants atmosphériques générés par les groupes électrogènes, les véhicules légers du personnel, la charge des batteries ;
- Le confinement de certaines installations en local technique et l'isolation acoustique/vibratoire des appareils pouvant générer des nuisances sonores ;
- Les ventilations naturelles ou mécanique qui assurent la dilution des rejets atmosphériques.

Conclusion

En conclusion, l'exploitant estime que compte-tenu des dispositions prises pour réduire les émissions, les installations du centre de calcul projeté ne seront pas de nature à porter atteinte à la santé de la population.

3.1.9. – Remise en état du site après exploitation

Dans l'hypothèse d'une cessation d'activité, les opérations de remise en état du site seront définies par l'exploitant dans le cadre de l'article R512-74 du Code de l'environnement.

En particulier, les dispositions suivantes relatives à la mise en sécurité du site devront être mises en œuvre :

- évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- interdiction ou limitation d'accès au site ;
- suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

3.1.10 - Prévention des risques d'incendie et moyens de lutte contre l'incendie

Les principaux risques inhérents au fonctionnement des installations sont l'épandage accidentel de produits (essentiellement FOD ou Huiles) et l'incendie au niveau d'un bâtiment technique ou logistique.

L'ensemble des stockages de produits susceptibles de polluer les eaux ou les sols est muni de rétention.

Les situations dangereuses mises en évidence dans l'identification et la caractérisation des potentiels de dangers sont dues aux stockages et procédés d'utilisation de produits menant à des scénarios d'incendie.

Les mesures suivantes seront mises en place pour réduire le potentiel de dangers :

- mise en place de parois coupe-feu 2 heures, de portes coupe-feu 1 heures, de clapets coupe-feu dans les gaines de ventilation ;
- présence d'une détection incendie sur l'ensemble des bâtiments, d'extinction automatique dans les salles informatiques.

Le risque d'une situation est défini en fonction de sa gravité et de sa probabilité. A l'issue de l'évaluation préliminaire des risques, l'exploitant conclut que tous les scénarios sont situés dans une zone de risques modérés dans la grille de criticité.

Aucun scénario d'accident n'a donc été développé.

Mesures préventives

- Système de détection incendie couvrant la totalité des locaux du site ;
- Système d'extinction automatique par gaz pour protéger les locaux d'accueil des serveurs, les locaux opérateurs, les locaux techniques sécurité, les locaux onduleurs, les locaux T/BT ;
- Système d'extinction automatique par sprinkler pour protéger les salles informatiques et leurs espaces techniques, les locaux réseaux, le local poste de sécurité sprinkler, le local source sprinkler, le local comptage eau froide, les locaux nourrice
- Extinction par mousse pour les locaux groupes électrogènes.

Moyens d'intervention

- Extincteurs mobiles appropriés aux risques, répartis sur l'ensemble du site ;
- Pour s'assurer d'une disponibilité suffisante en eau, l'exploitant mettra en place sur le site un hydrant d'un débit unitaire de 60 m³/h soit un volume total de 120 m³ sur 2 heures (4 hydrants sur le site dont 1 en simultanée).

4 -AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation de la société UNIBIENS à Fontaine La Guyon ont donné lieu à des avis favorables et une demande de complément d'informations de la DDASS portant sur l'étude des risques sanitaires.

Le pétitionnaire a apporté par des études complémentaires les éléments de réponse aux observations formulées.

Le service instructeur émet un avis favorable sur le dossier présenté par le pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

5 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant que la demande d'autorisation d'exploiter des activités de centre de calcul informatique à Fontaine La Guyon présentée par la société UNIBIENS respecte les critères environnementaux requis par la réglementation en vigueur ;

Conformément à l'article R512-25 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur, par délégation,
Le Chef de groupe subdivisions,